

---

## *Molti amici molto onore.* De l'avantage d'être consul d'Albanie sous l'Italie fasciste (1922-1939)

Fabrice Jesné

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11497>

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 159-177

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Fabrice Jesné, « *Molti amici molto onore.* De l'avantage d'être consul d'Albanie sous l'Italie fasciste (1922-1939) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 98 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 24 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11497>

---

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2020.

© Tous droits réservés

---

## *Molti amici molto onore.* De l'avantage d'être consul d'Albanie sous l'Italie fasciste (1922-1939)

Fabrice Jesné

---

- 1 À partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les « petits » États imitent les grandes puissances commerciales, se dotant de services consulaires parfois démesurés. Une telle disproportion s'explique par le recours aux consuls honoraires, qui par définition ne coûtent rien à l'État accréditant. Mais à l'inverse, quel peut être l'intérêt ou l'avantage de représenter un État modeste ? La figure du consul honoraire s'inscrit dans une sociabilité locale qu'il convient de connecter aux enjeux des relations internationales. C'est à travers le cas des consuls d'Albanie en Italie à l'époque du fascisme, et tout particulièrement à Bologne, que l'on se propose de mener une telle étude multiscalaire.
- 2 Indépendante *de jure* en 1912, l'Albanie se trouve dans les faits sous l'influence de l'Italie, où viennent se former ses élites et par où transite une grande partie de ses importations. Néanmoins, la jeune république, qui devient une monarchie en 1928, se dote peu à peu d'un service consulaire. L'étude du cas albanais permet donc d'étudier un réseau en train de se faire, et qui n'a pas pour seule vocation de permettre à quelques notables locaux de se parer d'un titre de consul. Les intérêts de l'Albanie en Italie sont réels et croissants, notamment parce qu'une diaspora estudiantine et marchande y est présente, quoique sans rapport, numériquement, avec l'émigration de masse qui commence à la fin du XX<sup>e</sup> siècle : les plus grosses communautés comptent rarement plus d'une centaine d'individus<sup>1</sup>. En outre, l'influence italienne se fait de plus en plus étroite au fur et à mesure que le fascisme développe sa politique impériale. Les enjeux économiques et politiques ne sont donc pas absents, et les motivations des individus, albanais et italiens, doivent être croisées avec celles des deux appareils d'État concernés, l'un puissant, l'autre balbutiant.

## Les leviers de la construction du réseau consulaire albanais en Italie (1922-1939)

- 3 En 1922, le service consulaire albanais compte en tout et pour tout deux consulats généraux (Genève et Trieste), un consulat général honoraire (Bucarest), trois consulats à Bari, New York, et Vienne, ainsi que deux « bureaux des passeports albanais » à Istanbul et Sofia<sup>2</sup>. Avec la dictature modernisatrice d'Ahmet Zogu qui débute en 1925, l'Albanie entreprend de développer son réseau consulaire<sup>3</sup>. Les postes sont créés dans des places commerciales d'Europe et de Méditerranée, mais aussi dans un certain nombre de lieux de villégiature, donc au service des hauts fonctionnaires d'un État parasitaire. Pour animer ce réseau surdimensionné, il n'est pas rare que l'Albanie manque de candidats et sollicite la recommandation des autorités locales. En Italie, c'est dès octobre 1926 que le gouvernement albanais fait part de son intention d'installer des consulats honoraires, « au fur et à mesure que des personnes aptes à assumer ces charges auront pu être identifiées »<sup>4</sup>.
- 4 Au cours de cette recomposition, le poste de Trieste se voit attribué en 1926 à un consul honoraire. Dès lors, en Italie le seul poste confié à un fonctionnaire albanais se trouve à Bari ; il est élevé cette même année au rang de consulat général<sup>5</sup>. Tous les autres consulats d'Albanie en Italie dans l'entre-deux-guerres le sont à titre honoraire. La convention consulaire signée par les deux pays en 1926 ne mentionne pourtant nulle part l'existence de consuls honoraires ; seul l'article 4, stipulant que « ces papiers [les archives consulaires] devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que les fonctionnaires consulaires respectifs pourraient exercer », peut laisser supposer que certains des consuls, génériquement désignés comme « fonctionnaires », le sont à titre honoraire et sont donc autorisés à pratiquer le commerce<sup>6</sup>. Les vice-consuls, consuls et consuls généraux honoraires d'Albanie en Italie que nous avons pu identifier sont au nombre de douze<sup>7</sup>. Tous sont italiens, sauf Rrok Prenushi, nommé consul honoraire à Trieste en 1934, qui est un négociant albanais établi dans ce port. Avant de nous interroger sur leurs motivations, qui ne peuvent être dues à une rémunération qui n'existe pas, arrêtons-nous un instant sur celles de la dizaine de fonctionnaires albanais qui se succèdent à Trieste entre 1925 et 1926, et à Bari de 1922 à 1939<sup>8</sup>. Un petit nombre d'entre eux a des liens avec l'Italie qui rendent cette affectation attrayante. Avant d'ouvrir le poste de Bari en 1922, Lec Kurti séjourne ainsi un an à Rome où il a une sœur, mariée à un officier italien. De même, Ferid Dervishi a servi dans l'armée italienne durant la première guerre mondiale. Après la prise du pouvoir par Ahmet Zogu, le futur roi Zog, la faveur de ce dernier semble beaucoup compter pour accéder au poste de consul, puis de consul général d'Albanie à Bari. Qatin Saraçi (nommé par Tirana mais refusé par Rome, voir *infra*) et Ferid Dervishi sont ainsi très liés à celui qui transforme le régime en une véritable dictature ; Mark Kodheli est quant à lui chargé d'une mission de confiance : escorter la mère d'Ahmet Zogu dans sa villégiature d'Abbazia (Opatija), l'ancienne station balnéaire de la monarchie austro-hongroise.
- 5 Pour un fonctionnaire albanais, l'intérêt de l'affectation dans une ville italienne, fût-elle périphérique comme Bari, est évident : c'est la garantie d'un niveau de vie supérieur à celui qu'on peut espérer en Albanie, même à Tirana. En 1928, Mark Kodheli, le premier fonctionnaire albanais affecté à Bari en tant que consul général, refuse ainsi d'être rappelé en Albanie pour y commander la gendarmerie, qui est pourtant le pilier

de la dictature instaurée à partir de 1925<sup>9</sup>. Pour les standards occidentaux, le train de vie reste cependant relativement modeste : Lec Kurti, qui ouvre le consulat en 1922, se loge d'abord pendant quelques mois « de façon précaire » à l'Hôtel Cavour<sup>10</sup>. Ce sont les autorités locales qui finissent par octroyer au consulat d'Albanie (contre loyer) des locaux précédemment occupés par l'administration du téléphone, au 124 du Corso Vittorio Emanuele<sup>11</sup>. Cette adresse se situe au cœur de la nouvelle ville du pouvoir et des affaires qui est bâtie à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à Bari comme dans les autres villes italiennes<sup>12</sup>, et où se concentrent les consulats de tous pays. Quant au train de vie personnel des consuls, on sait par le constat d'un accident de voiture que Malik Libohova roule dans une « OM [Officine meccaniche] 6 cylindres », probablement une 665 « Superba », produite entre 1923 et 1934, et donc peut-être déjà un peu ancienne puisque l'accident a lieu en 1939<sup>13</sup>. La même année, Rome supprime tous les consulats albanais suite à l'annexion du pays des Aigles par l'Italie, et donne l'ordre aux préfets de procéder à l'inventaire des consulats saisis<sup>14</sup>. On sait ainsi que le consulat général à Bari se compose d'une salle d'attente, du bureau du consul général et de celui du vice-consul, d'une salle d'archive, d'un petit salon, de la chambre du vice-consul et de celle des domestiques. Une machine à écrire hors d'usage, un fauteuil abîmé, une couverture ruinée montrent la modestie de l'ensemble, ce qui explique peut-être que le consul général semble ne pas y avoir habité.

- 6 Être consul général à Bari, porte d'entrée de l'Albanie sur le monde extérieur, peut enfin avoir des avantages moins facilement avouables. Plusieurs fonctionnaires albanais résidant en Italie semblent mener une vie dissolue, ou du moins s'écarter des bonnes mœurs d'une société encore lignagère et patriarcale. Ainsi la police italienne croit-elle savoir que le secrétaire de la légation d'Albanie à Rome, Ferid Dervishi, a été écarté de son poste en raison d'un différend avec son chef de poste provoqué par « des histoires de femmes compliquées »<sup>15</sup>. Tahir Shtylla, consul général d'Albanie à Bari au milieu des années 1930, fréquente quant à lui la fille d'un riche commerçant albanais du lieu, avant de rompre du jour au lendemain, provoquant l'ire de la famille et l'inquiétude des autorités italiennes<sup>16</sup>. De fait, quinze jours plus tard, Tirana informe Rome que Shtylla a été « appelé à d'autres fonctions », la rupture étant donc probablement due à la perspective de cette mutation. En 1925, les autorités italiennes doivent même refuser l'*exequatur* à Qatin Paskal Saraçi, qui sera l'un des plus grands peintres albanais mais dont les états de service sont alors chargés, du moins d'après la police italienne : austrophile avant-guerre, en contact avec les Yougoslaves et les bolcheviks ensuite, il trempe dans des jeux d'argent et dans le proxénétisme, et « fournit en femmes » le futur roi Zog<sup>17</sup>. De même Mark Kodheli effectue en 1928 un voyage de Durrës à Vienne via Bari avec « deux dames autrichiennes »<sup>18</sup>. L'inventaire de juin 1939 révèle enfin qu'un trésor de 5 275 monnaies d'argent anciennes est dissimulé au consulat depuis l'année précédente. Constitué de monnaies percées utilisées traditionnellement comme bijoux en Albanie, il appartient à un neveu du roi Zog qui l'introduit clandestinement en Italie dans le but de le fondre. Découvrant, selon ses dires, le magot dans ses locaux, le consul général Malik Libohova décide de le saisir contre reçu, sans que l'on sache ce qu'il entendait en faire : manifestement pas le renvoyer en Albanie<sup>19</sup>.
- 7 Il est moins facile de caractériser l'intérêt que peut représenter une charge de consul honoraire, charge qui par définition n'est pas rétribuée et qui implique parfois un réel travail administratif. Celui des fonctionnaires de carrière albanais est important : à Bari, les consuls généraux *missi* produisent 182 dossiers d'archives et 64 registres en un

peu plus de quinze ans d'activité<sup>20</sup>. En revanche le consulat honoraire ne semble généralement pas avoir nécessité une activité bien importante ; ainsi le consul d'Albanie à Gênes, Italo Sullioti, sommé par Tirana et Rome de restituer les archives du poste qu'il a purement et simplement abandonné pour prendre la direction du journal des Italiens de Paris, se justifie-t-il par « l'importance négligeable » du « matériel détenu [par lui] en tant que consul honoraire d'Albanie »<sup>21</sup>. Ce n'est toutefois pas le cas à Bologne comme nous le verrons, ni à Turin, où le consul honoraire finit par avoir juridiction sur la Lombardie en plus du Piémont, deux régions développées où les Albanais sont relativement nombreux<sup>22</sup>.

- 8 Aucune rétribution, et parfois beaucoup de travail ; dès lors, quelles peuvent être les motivations des consuls honoraires d'Albanie en Italie, mais aussi de ceux qui, candidats, ont été refusés soit par l'Albanie soit par l'Italie ? Elles peuvent se lire directement ou indirectement dans la correspondance de l'*Ufficio del personale* avec les intéressés, les autorités albanaises en Albanie même et en Italie (légalisation de Rome et consulat général de Bari), ainsi qu'avec les autorités locales, les préfectures (*prefettura*) principalement. L'examen de cette correspondance montre que l'initiative de l'établissement d'un consul honoraire échappe souvent aux modèles établis par les spécialistes du droit international contemporain<sup>23</sup>. La plupart du temps, en effet, il semble que ce soit non pas l'État accréditant, mais les intéressés eux-mêmes qui sollicitent la création du poste, même si officiellement l'initiative revient à l'État albanais. Les autorités italiennes refusent même toute ingérence tant qu'elles n'ont pas reçu de Tirana la note verbale qui annonce la nomination par décret présidentiel/royal du nouveau consul. Ce dernier doit alors présenter une lettre patente pour pouvoir recevoir de Rome son *exequatur*.
- 9 Les liens avec le pays représenté sont traditionnellement avancés pour expliquer les candidatures, et c'est effectivement le cas de quelques consuls ou aspirants consuls d'Albanie. Deux candidats malheureux à la fonction ont fait la guerre en Albanie : Cesare Savoia à Gênes et Renato Zambrini à Turin. Tous deux en ont retiré une médaille d'argent pour le mérite militaire, et le premier en a même gardé « quelques notions de langue albanaise »<sup>24</sup>. À Naples, une agence de voyages fait valoir ses liens économiques avec l'Albanie pour proposer l'un de ses associés comme consul honoraire, sans doute dans l'espoir de conforter sa clientèle parmi les Albanais qui vivent nombreux dans la capitale du Mezzogiorno<sup>25</sup>. Aucune de ces deux demandes ne semble cependant aboutir. Kosmo Serembe, consul général honoraire à Milan de 1927 à 1933, est quant à lui un Italien membre de la communauté d'origine albanaise (*arbëresh*) de Calabre<sup>26</sup>. Né à San Cosmo Albanese dans la province de Cosenza, il est probablement le neveu du poète italo-albanais Giuseppe [Zef] Serembe, dont un recueil de poèmes est publié à Milan par un certain Cosmo [Kosmo] Serembe en 1926<sup>27</sup>. Si les autorités italiennes acceptent de lui accorder l'*exequatur* en dépit de ses opinions franc-maçonnes, c'est certainement grâce à la recommandation de Terenzio Tocci. Né lui aussi à San Cosmo Albanese, il devient un militant de la cause de l'Albanie, prenant la nationalité de ce pays et devenant secrétaire de la présidence de la République<sup>28</sup>. Ces liens étroits de Kosmo Serembe avec l'Albanie ne l'empêchent pourtant pas de démissionner de ses fonctions en 1933. Enfin, comme nous le verrons, Antonio Baldacci, consul général honoraire à Bologne de 1931 à 1939, est le spécialiste incontesté de l'Albanie parmi les savants italiens.
- 10 La plupart des consuls d'Albanie, et plus largement des candidats au poste de consul honoraire, n'ont cependant aucun lien avec ce pays. Sans surprise, tous sont

d'extraction bourgeoise, voire aristocratique pour deux d'entre eux, le comte Cesare Vagina d'Emarese et le baron Giuseppe Baroffio Dall'Aglio, sur un total de 26 individus identifiés (titularisés et recalés confondus). À l'exception de quelques propriétaires terriens, industriels ou négociants, la plupart d'entre eux sont issus de la moyenne bourgeoisie : ils sont professeurs, journalistes, avocats ou encore agents maritimes. Les candidats franchement atypiques ne sont pas retenus : ainsi Arrigo Pini, possédant florentin ruiné par son inconduite et titulaire du casier judiciaire le plus chargé de tout notre échantillon, ou encore Giorgio Afxendio, un Grec de 28 ans réfugié de Smyrne à Venise où il survit à la limite de l'indigence. On connaît par ailleurs l'âge de sept des douze titulaires : tous sont des hommes mûrs se trouvant entre leur quarantième et leur soixante-dixième année. Deux seulement sont identifiés dans leur dossier comme membres du Parti national fasciste, même si trois autres protestent de leur loyauté au régime. En revanche, six des quatorze recalés sont fascistes, dont trois depuis 1922, 1923 et même 1919. Si le contrôle des opinions politiques des aspirants consuls est systématique, il semble avoir pour but d'éviter de mettre des opposants au service d'une puissance étrangère plus que de promouvoir des fascistes. À Florence, où les intérêts albanais sont très limités, c'est l'avocat Guido Penna qui sollicite la création d'un consulat d'Albanie qu'il occuperait à titre honoraire. Il faut dire que ce fasciste de la première heure (1923) a démissionné de ses fonctions de consul honoraire du Libéria, qu'il avait occupées pendant douze ans, en signe de protestation contre l'adhésion de la république africaine aux sanctions prévues par la SDN suite à l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie<sup>29</sup>. Étant donné l'inexistence des intérêts libériens ou albanais à Florence, le désir d'être consul semble ici exclusivement motivé par un souci de distinction sociale, mais aussi politique. De la même façon, Edgardo Borselli, consul honoraire à Naples de 1929 à 1939, démissionne de ses fonctions le 8 avril 1939, pour protester contre l'avènement à Tirana d'un gouvernement provisoire qui offense ses « profonds sentiments patriotiques et fascistes »<sup>30</sup>. Pour des notables qui souhaitent manifester leur adhésion au régime, le choix spécifique de l'Albanie semble tout indiqué, tant ce pays est impliqué, jusqu'à l'invasion de 1939, dans une relation particulière avec l'Italie.

- 11 Être consul, fût-ce d'un pays minuscule ou lointain, rend par définition membre du corps consulaire local, société choisie rendue symboliquement attractive par sa coloration diplomatique et par la présence de représentants d'authentiques grandes puissances, qui en font un interlocuteur jouissant de la considération des autorités locales. À la façon des cercles de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie, le corps consulaire est un pourvoyeur d'« estime sociale »<sup>31</sup> non négligeable. Bien entendu, l'importance de ce corps varie fortement selon les localités : en 1931, on compte 53 consulats étrangers à Gênes, 23 à Bari et 8 à Brindisi, pour ne citer que des villes où l'Albanie est représentée. Dans les grandes métropoles comme Milan<sup>32</sup>, les cercles mondains ne manquent pas, mais dans des localités plus modestes, le corps consulaire peut se trouver sans concurrence ou du moins occuper une position sociale de premier ordre. À Bari, les « thés consulaires », et notamment ceux du consulat de France, semblent ainsi recherchés, aussi bien par « les familles les plus en vue que par les autorités en général »<sup>33</sup>. Comme ailleurs, le corps consulaire se dote d'un statut, avec présidence, bureau, assemblée et cotisations<sup>34</sup>. Ses langues sont le français et l'italien, et les consuls de carrière y ont le pas sur les honoraires, notamment lors des cérémonies. Dans sa logique sociale, le corps consulaire semble plus proche du modèle des Rotary Clubs, qui visent à construire de façon volontariste des réseaux utiles professionnellement, que de ceux dont la finalité consiste à délimiter et préserver les

élites installées. C'est le cas par exemple du Jockey Club français, du Circolo della Caccia romain ou du Circolo dell'Unione milanais<sup>35</sup>. On sait d'ailleurs que l'un des consuls honoraires d'Albanie (de 1936 à 1939), le Turinois Emilio Sciolla Lagrange Pusterla, descendant de petite noblesse sarde, est rotarien en plus d'être consul honoraire du Paraguay (1931-1934) et de l'Espagne<sup>36</sup>. Enfin, parmi tous les consuls honoraires d'Albanie, deux seulement sont décorés, ce qui tend à confirmer leur profil de ressortissants d'une bourgeoisie moyenne qui aspire à une élévation sociale.

- 12 Il est bon, cependant, de déjà disposer de solides réseaux pour obtenir le consulat honoraire. Les candidats doivent en effet passer par une double sélection : celle de l'État albanais, en vérité peu regardant, et celle de l'Italie, dont les autorités diligentes une enquête dès lors qu'elles reçoivent de Tirana les lettres patentes d'un nouveau consul. Le ministère des Affaires étrangères envoie alors à la préfecture concernée un formulaire type. On y demande confirmation de l'identité de l'impétrant, de sa nationalité, condition sociale et moralité, ainsi que de la satisfaction de ses obligations militaires et de la nature de ses opinions politiques. Avec les lois raciales de 1938 s'ajoute un critère aussi délirant que sinistre : il faut être de « race italienne » (*razza italiana*) ou « aryenne » (*ariana*). L'enquête des autorités italiennes est d'ailleurs particulièrement poussée dans le cas de Tito Natali, candidat aux fonctions de consul d'Albanie à Rome et banquier de son état : on s'assure qu'il est « d'origine » et pas seulement de nationalité italienne, et que sa femme et son fils sont de religion catholique<sup>37</sup>. Face à l'afflux de candidats, le gouvernement albanais est parfois amené à solliciter l'avis des autorités italiennes pour identifier la personne la plus apte. Dans les grandes villes surtout, le recrutement des consuls honoraires d'Albanie peut être relativement sélectif ; à Gênes, deux candidats sont recalés avant qu'Italo Suliotti n'obtienne le poste en 1927<sup>38</sup>. À Turin, ce sont trois candidats qui se disputent la charge nouvellement créée, dont deux se font recommander par un député auprès du ministre des Affaires étrangères. C'est finalement un troisième candidat, issu d'une illustre maison patricienne, qui obtient la charge : le comte Cesare Vagina d'Emarese démissionne cependant en 1935, et Tirana sollicite Rome pour départager les deux candidats qui se présentent<sup>39</sup>. Le candidat retenu, Emilio Sciolla Lagrange Pusterla, fait donner le vice-président des corporations locales, ses amis le sous-secrétaire d'État aux colonies et le directeur général du personnel à la *Farnesina*, et même le ministre albanais des Affaires étrangères, qu'il va rencontrer à Genève<sup>40</sup> ! On le voit, décrocher le consulat honoraire n'est pas une petite affaire, et cela bien qu'il ne rapporte que peu d'avantages tangibles. En ce sens, sa recherche peut être analysée à la fois à l'aune de la sociologie de Bourdieu axée sur la compétition au sein des élites, de l'approche fonctionnaliste qui envisage l'estime sociale comme « récompense statutaire adressée à des conduites conformes aux normes sociales »<sup>41</sup>, enfin de l'approche interactionniste centrée sur la reconnaissance mutuelle dans une perspective micro-historique. Cette dernière démarche semble particulièrement probante dans le cas d'Antonio Baldacci, consul général honoraire d'Albanie à Bologne de 1931-1939, pour qui la fonction semble fortement relever d'une « réparation des dommages symboliques »<sup>42</sup>.



## Un marché de dupes ? Antonio Baldacci consul général honoraire d'Albanie à Bologne

- 13 À la fin des années 1920, le géographe bolognaise Antonio Baldacci est un vieil homme amer<sup>43</sup> : bien qu'étant l'un des rares Italiens à disposer d'une connaissance scientifique profonde de l'Albanie, Rome n'a jamais voulu récompenser ses services autrement que par des gratifications ponctuelles. À l'époque de la première expansion italienne dans les Balkans, des années 1900 à la Grande Guerre, il avait pourtant convoité, pour lui ou pour un de ses frères, une place de consul d'Italie en Albanie<sup>44</sup>. Or voici qu'après un premier naufrage des ambitions italiennes dans ce pays, le fascisme semble vouloir intégrer le jeune royaume balkanique à la sphère impériale italienne. À partir de la fin des années 1920, l'Albanie, formellement indépendante, semble de plus en plus étroitement corsetée par l'influence italienne. Dans ce contexte, Antonio Baldacci fait savoir à ses nombreux correspondants sur les deux rives de l'Adriatique qu'une place de consul général d'Albanie dans sa ville de Bologne serait pour lui une récompense méritée après quarante ans d'études consacrées à l'Albanie. En vérité, Baldacci ne s'est pas contenté, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, d'étudier la flore, la géologie, la population et l'économie albanaises. Il a aussi beaucoup intrigué, et raté grand nombre d'affaires commerciales, sans parvenir jamais à obtenir le poste de haut fonctionnaire spécialisé dans les choses albanaises qu'il aurait voulu voir créé pour lui. L'Albanie est donc pour lui une manne inaccessible autant qu'une passion sincère.
- 14 Baldacci s'était fait promettre un poste consulaire honoraire à Bologne par un grand personnage albanais, Eqrem bej Libohova, alors représentant de l'Albanie à Rome<sup>45</sup>. Nous avons vu que c'est dans la deuxième moitié des années 1920 que l'Albanie renforce son réseau consulaire, en particulier en Italie. Or c'est au même moment que l'Italie fait un retour en force en Albanie. En 1925 est créée la *Società per lo Sviluppo Economico dell'Albania* (SVEA, Société pour le développement économique de l'Albanie), un organisme créditeur financé par l'État italien. En cas de non-remboursement des prêts, il est prévu que les créanciers italiens prennent le contrôle de secteurs économiques rentables en Albanie (douanes, monopoles)<sup>46</sup>. C'est dans ce contexte de renouveau spectaculaire de la pénétration italienne en Albanie qu'Antonio Baldacci cherche à capter une partie de la manne représentée par les investissements italiens.
- 15 En 1931, alors qu'Eqrem Bey Libohova est désormais ministre de la cour et que Baldacci croit également bénéficier du soutien du ministre des Affaires étrangères Xhemil Dino, la promesse du titre de consul honoraire semble faire long feu<sup>47</sup>. Pour le savant bolognaise, c'eût pourtant été « un titre gracieux sans aucun coût pour l'État albanais, et que j'aurais volontiers reçu comme une preuve de gratitude de la part des Albanais. Matériellement ce n'était rien, mais pour moi c'eût quand même été une rétribution »<sup>48</sup>. Proclamant partout son désintéressement, Baldacci espère pourtant bien un traitement de faveur auquel il croit avoir droit, au titre de ses décennies de travaux scientifiques sur l'Albanie, jusqu'alors payés d'un très mince succès éditorial.
- 16 C'est l'action d'un de ses amis à Tirana qui va forcer les puissants protecteurs albanais de Baldacci à tenir leurs promesses. Pietro Danisca est une ancienne connaissance du professeur en Albanie ; depuis l'avant-guerre, il est interprète pour la diplomatie italienne, d'abord dans ses consulats en Albanie, et dans les années 1930 à la légation d'Italie à Tirana<sup>49</sup>. De lui, on sait peu de choses, si ce n'est que l'ancien ministre des Affaires étrangères albanais, « Monsieur Rauf Fico, [a] d'anciennes obligations envers



[lui], et [cherchera] donc à [le] contenter par tous les moyens »<sup>50</sup>. On sait aussi qu'il a à Bologne un fils qui mène une vie dissolue et ne semble guère pressé de réussir ses études. Entre Danisca et Baldacci le pacte est donc le suivant : le premier obtient pour le second la place qu'il convoite, à charge pour lui d'obtenir que le fils Danisca réussisse ses examens et entre à l'Institut supérieur de commerce de Bologne. L'affaire avait échoué une première fois, étant donné le peu d'inclination du jeune homme pour l'étude. Danisca semble cependant tenir à la réussite de son fils et obtient pour Baldacci la création d'un consulat à Bologne, dont il serait naturellement le titulaire.

- 17 Dans un premier temps toutefois, c'est à un consul honoraire que l'Albanie entend le confier. Baldacci fait alors savoir qu'il n'acceptera que le titre de consul général honoraire, estimant déchoir s'il devait occuper un rang inférieur à celui des personnalités italiennes déjà en charge des consulats honoraires en Albanie – tous des médiocres d'après lui<sup>51</sup>. Il pense certainement aux deux autres consuls généraux honoraires d'Albanie, Kosmo Serembe à Milan et Gildo Franco Pugni à Rome. Nous avons déjà évoqué le premier, qui a écrit quelques opuscules sur l'Albanie il est vrai bien inférieurs à l'œuvre scientifique monumentale de Baldacci. Le second est probablement l'un des deux frères Pugni, dont on sait peu de choses si ce n'est qu'ils sont impliqués dans des affaires d'extraction pétrolière en Albanie et qu'ils jouent les intermédiaires entre Ahmet Zogu et les chemins de fer italiens<sup>52</sup>.
- 18 Reste que Danisca obtient l'élévation de la fonction de Baldacci à consul général, même si on ne semble guère pressé, à Tirana, de la faire exister autrement que sur le papier : c'est le 2 juillet 1930 que le décret royal est pris, mais ce n'est que le 12 février 1931 que les autorités italiennes délivrent l'*exequatur*, la légation d'Albanie ayant tardé à établir la lettre patente indispensable au lancement de la procédure d'accueil du consulat par le pays hôte<sup>53</sup>. C'est que l'Albanie n'a à peu près aucun intérêt dans cette région d'Italie. À Bologne, la préfecture ne recense, dans l'ensemble de la province, qu'une dizaine de résidents albanais en 1932<sup>54</sup>. Antonio Baldacci obtient pourtant satisfaction et reçoit confirmation de la décision du conseil des ministres albanais le 1<sup>er</sup> mai 1931<sup>55</sup>.
- 19 Dès ce moment, Baldacci va devoir harceler les autorités albanaises pour que le consulat général revête une existence pleine et entière. Il faut dire qu'entre 1931 et 1933, il n'y a pas d'ambassadeur d'Albanie à Rome. C'est le premier secrétaire qui assume les fonctions de chargé d'affaires *ad interim*<sup>56</sup>. Pendant de longs mois le ministère albanais des Affaires étrangères n'envoie ni instructions, ni les quelques signes matériels qui font qu'un consulat existe bel et bien : Baldacci demande ainsi deux portraits du roi Zog I<sup>er</sup>, mais aussi la titulature du consulat général, ses armes, sa plaque et son drapeau – pour signaler le consulat dans la ville – ainsi que ses tampons encreurs, l'un en albanais et l'autre en français, indispensables à la certification des actes.
- 20 Dans un premier temps, Tirana n'envoie pas les bons sceaux ; il faut les rappeler et en expédier d'autres. Pendant de longs mois, Baldacci se trouve dans l'impossibilité de mener l'activité de certification qui représente l'essentiel de l'activité consulaire, d'autant qu'il manque également de la documentation la plus indispensable : il ignore même la localisation des autres consulats d'Albanie en Italie<sup>57</sup>. Quant au drapeau, on le déniché auprès de la Croix-Rouge albanaise. Le consulat général, en revanche, ne disposera jamais d'archives à proprement parler, dans la mesure où il n'a pas d'activité de notariat ni d'état-civil, prérogatives que les États réservent généralement aux seuls consuls fonctionnaires<sup>58</sup>. Dès lors le gouvernement albanais se garde bien de fournir les

registres demandés par Baldacci. Lorsqu'en 1939, l'Italie annexe l'Albanie et supprime ses consulats, Baldacci est tenu de remettre les éléments constitutifs du consulat général à la préfecture de Bologne : s'il livre volontiers les éléments listés ci-dessus, il tient à signaler qu'il n'a jamais tenu de registre car il était consul « à titre gratuit »<sup>59</sup>.

- 21 Dès sa prise de fonction en 1931, Baldacci est cependant rattrapé par son obsession d'une vie : faire de sa passion albanaise une affaire qui rapporte. Il faut dire que Baldacci, auteur de nombreux écrits internationalement reconnus sur l'Albanie, n'a jamais été titularisé dans l'enseignement supérieur, demeurant « *libero docente* » jusqu'à sa retraite prise en 1924. Ayant toujours couru les cachets, il vit désormais dans la gêne. Habitant dans un quartier périphérique pauvre de Bologne, « Fuori porta Zamboni »<sup>60</sup>, vendant très mal ses écrits sur l'Albanie, il est à la recherche de gratifications et de subsides.
- 22 Peu de temps après sa prise de fonction, Baldacci tente donc d'obtenir du gouvernement albanais une série d'exemptions au statut de consul honoraire dont il semblait pourtant, à l'époque où il en convoitait le titre, avoir une parfaite connaissance. Le professeur prend ainsi sur lui d'employer son gendre, le géomètre Luigi Arus, comme « agent consulaire » (*agente consolare*)<sup>61</sup>. De fait, c'est dans les bureaux de ce dernier que siège le consulat, l'habitation d'Antonio Baldacci étant trop modeste et éloignée du centre de Bologne. Arus est un ingénieur agronome dont l'entreprise est, aux dires de Baldacci, reconnue en Émilie, notamment dans le secteur des travaux hydrauliques qui se développent avec la politique de « bonification » des terres humides. La société est située « au point le plus central et aristocratique de la ville »<sup>62</sup>, via degli Orefici 4, à deux pas de la piazza della Mercanzia et dans un immeuble cossu de construction récente qui correspond à l'affirmation dans l'espace urbain bolonais de la nouvelle couche des ingénieurs<sup>63</sup>. Le loyer et les frais d'électricité et de chauffage sont estimés par Baldacci à 8 000 liras par an, ce qui paraît assez considérable, même pour un immeuble de prestige, dans la mesure où le loyer moyen annuel d'un logement de quatre pièces est à Bologne, en 1931, d'environ 2 000 liras<sup>64</sup>.
- 23 Luigi Arus prête effectivement main forte à son beau-père, menant lui-même de nombreuses affaires consulaires avec l'aide de deux de ses employés. Mais quel avantage Luigi Arus peut-il trouver à apporter une telle aide à son beau-père ? Au détour d'une lettre de ce dernier, on apprend que l'entreprise Arus « était fort bien achalandée jusqu'à l'année dernière [1930], avant d'être elle aussi balayée par la crise »<sup>65</sup>. Baldacci semble donc espérer faire de son titre de consul général honoraire d'Albanie une planche de salut pour lui-même et pour sa famille, selon la pratique qui est la sienne depuis l'avant-guerre, époque à laquelle il essayait déjà d'obtenir pour ses frères des places dans la petite bureaucratie italienne en Albanie. La mobilisation du cabinet Arus se justifie-t-elle, cependant, eu égard au service de l'Albanie à Bologne ?
- 24 Baldacci développe une activité tous azimuts, sans qu'il soit aisé de déterminer si elle correspond au souci réel de défendre les intérêts de l'Albanie et des Albanais, ou à celui de mettre l'État albanais et, derrière lui, son créancier l'État italien, devant le fait accompli en vue d'une fonctionnarisation de son poste, assurance d'une situation stable et honorable pour ses vieux jours. Certainement, Baldacci nourrit une affection sincère pour les Albanais de Bologne. Plus généralement, toute sa correspondance démontre son caractère de *pater familias* soucieux de se constituer une clientèle d'obligés à tous les niveaux de la société locale, nationale, voire internationale, clientèle elle-même placée par lui sous la protection, pas toujours assumée, de patrons plus ou moins

puissants à Rome et Tirana. Quant aux stratégies visant à créer des institutions bureaucratiques spécialisées dans l'intermédiation italo-balkanique en vue de forcer l'État à les intégrer à son périmètre, elles sont consubstantielles à la carrière de Baldacci, et toutes marquées du sceau de l'échec<sup>66</sup>.

- 25 Aux dires d'Antonio Baldacci, être consul général d'Albanie à Bologne n'est pas une sinécure. Si les résidents permanents albanais y sont peu nombreux, Bologne accueille de nombreux ressortissants de passage. Le premier courrier que Baldacci reçoit du consulat général d'Albanie à Bari date du 26 août 1930, soit huit mois avant son investiture officielle par Tirana. Dès cette époque, on sollicite le savant pour que des passe-droits soient accordés à certains citoyens albanais, en l'occurrence la gratuité des soins pour un malade du cancer, que Baldacci obtient quelques jours plus tard après une démarche auprès d'un grand médecin bolognaise<sup>67</sup>. Dans la suite de son activité consulaire, Baldacci affirme devoir faire face à ce genre de demandes d'aide médicale pratiquement chaque jour, Bologne étant un centre universitaire renommé pour sa médecine. Plus généralement, elle constitue « un nœud ferroviaire de premier ordre, un point de passage important et continu pour les Albanais, car [elle] se trouve être tête de ligne de la route adriatique qui aboutit à Bari et Brindisi »<sup>68</sup>. On peut supposer que le consulat général d'Albanie à Bari, qui mène dans les années 1920 une importante activité d'aide aux nationaux venus chercher en Italie soins ou études, n'est pas fâché de pouvoir en expédier une bonne partie à Bologne.
- 26 Dans la capitale émilienne, « le trafic normal est celui, qui n'est pas anodin, des nombreux étudiants qui fréquentent notre université ainsi que les lycées »<sup>69</sup>. De fait plusieurs dizaines de jeunes Albanais étudient à Bologne, ce qui n'est pas négligeable à une époque où les effectifs étudiants sont bien moins nombreux qu'aujourd'hui, surtout pour un petit pays sous-développé et dépourvu de structures d'enseignement supérieur comme l'est alors l'Albanie. L'enjeu n'est pas mince pour un pays qui, comme l'ensemble de la péninsule balkanique, s'engage au cours de l'entre-deux-guerres dans une modernisation accélérée qui nécessite des cadres. Si l'on excepte la jeune « Université de Bari Benito Mussolini » fondée en 1923<sup>70</sup>, Bologne est alors, avec Naples, le centre universitaire le plus proche de l'Albanie. Dans la cité parthénopéenne, les étudiants albanais sont également nombreux et, selon le ministre d'Italie à Durrës, « presque tous nécessiteux ». Dès lors, pour ce diplomate, le candidat au poste de consul honoraire d'Albanie à Naples devrait être « aisé et capable de distribuer au besoin quelque secours à ces étudiants »<sup>71</sup>. On imagine donc le malentendu quant au poste de consul général honoraire à Bologne, susceptible de coûter plus que de rapporter. Pour accueillir les étudiants albanais et favoriser leur insertion dans le monde académique bolognaise, Baldacci est, il est vrai, l'homme de la situation : enseignant précaire retraité, il a néanmoins été un scientifique internationalement renommé. Le 20 mai 1931, trois semaines après la prise de fonction officielle de Baldacci, celui-ci reçoit un courrier du recteur de l'Université de Bologne qui le félicite pour sa nomination :

Personne n'est plus indiqué ni plus digne que vous de cette fonction, à laquelle vous conférez dès sa création une autorité et un prestige particuliers par votre connaissance éprouvée et vos mérites innombrables envers les États balkaniques en général et l'Albanie en particulier, Albanie à l'histoire, l'illustration et la prospérité de laquelle il est notoire que vous vous êtes entièrement consacré, votre récente nomination en étant la reconnaissance en même temps que la récompense<sup>72</sup>.

- 27 De ses relations avec les autorités académiques, Baldacci tire quelque argument pour solliciter encore et toujours des gratifications au titre des dépenses engagées pour servir les ressortissants albanais, à vrai dire sans grand succès : il n'obtient, en tout et pour tout, qu'une minime gratification de 20 francs par mois, et ce uniquement pour les années 1937/1938<sup>73</sup>. Comble de malchance, le ministère albanais des Affaires étrangères exempte les étudiants albanais du paiement des taxes consulaires, ce qui prive Baldacci d'un revenu non négligeable<sup>74</sup>. De l'État albanais et de son consul honoraire, on ne sait lequel tire profit de l'autre.
- 28 Dans sa quête de subsides, une autre option s'offre cependant à Baldacci : faire converger vers la fonction consulaire, fût-elle honoraire, des missions qui concernent d'autres secteurs de l'administration albanaise, celles-ci rétribuées. En octobre 1931, alors que le consulat manque encore de tout, Antonio Baldacci propose au gouvernement albanais d'assumer lui-même les fonctions relevant de la fantomatique inspection universitaire albanaise : étant lui-même universitaire, il prétend que les qualifications requises et les indemnités qu'on lui paierait se substitueraient avantageusement aux missions d'un fonctionnaire albanais absentéiste résidant à Florence<sup>75</sup>. La proposition de Baldacci reste sans suite. Elle lui est cependant inspirée par une sollicitation du gouvernement albanais, qui à la fin du mois d'août 1931 lui confie l'expertise de 500 tonnes de semences commandées par le ministère de l'Économie nationale à l'entreprise bolonaise Produttori sementi<sup>76</sup>.
- 29 Là encore, Baldacci a toutes les qualités requises : c'est un botaniste de formation, qui jouit d'une petite notoriété dans cette spécialité à l'échelle européenne, et donne même son nom à une plante, la *Wulfenia Baldacii*<sup>77</sup>. À partir de cette expertise, il cherche d'ailleurs à mener dès l'avant-guerre des opérations de mise en valeur agricole de l'Albanie et du Monténégro<sup>78</sup>. Ces entreprises échouent toutes faute de capitaux et de relations. Baldacci se lance même dans de périlleuses spéculations sur les blés à l'époque où l'Albanie est soumise au blocus italien (1915)<sup>79</sup>. Entre 1930 et 1938, l'Albanie entreprend une réforme agraire dans le cadre de la politique de *state building* menée par le roi Zog<sup>80</sup>. Toutefois l'opposition des beys, qui s'appuient sur l'absence de cadastre, fait globalement échouer la réforme. Le projet connaît cependant un début d'application sous l'égide d'un expert italien, Giovanni Lorenzoni. À l'automne 1931, le gouvernement albanais demande d'ailleurs à l'Italie de lui fournir deux géomètres pour mettre en application le projet de réforme<sup>81</sup>. Antonio Baldacci tente de profiter de sa position intermédiaire entre les États albanais et italien pour faire missionner deux de ses proches, son gendre Luigi Arus et son petit-fils Alessandro. C'est par le truchement du directeur de l'*Ufficio Albania* au ministère italien des Affaires étrangères, le comte Pietromarchi, que se fait la tentative. Ce personnage semble en effet être l'un des protecteurs de Baldacci, qui en profite pour tenter un véritable projet familial d'émigration. Cette entreprise s'inscrit d'ailleurs dans un contexte marqué par deux phénomènes. D'abord la tendance séculaire à l'expatriation d'une main-d'œuvre italienne qualifiée, y compris dans le domaine des professions intellectuelles et techniques, mais qui trouve difficilement à s'employer en Italie<sup>82</sup> ; ensuite celui, plus spécifique à l'époque fasciste, des opérations de colonisation agricole sur le territoire métropolitain ainsi qu'aux colonies. Bien que Luigi Arus soit explicitement « recommandé » (*raccomandato*) par son beau-père, ses qualifications pour la mission en question sont indéniables : avant de diriger l'entreprise d'expertise foncière présentée plus haut, il a été affecté en 1920 au bureau technique du ministère des Territoires

libérés, dirigeant la reconstruction de San Donà del Piave<sup>83</sup>. L'autre postulant est le petit-fils d'Antonio, Alessandro Baldacci, au profil nettement moins spécialisé puisqu'il est employé à la Caisse d'épargne de Bologne (*Cassa di risparmio di Bologna*).

- 30 C'est auprès de son contact à Tirana, Pietro Danisca, que Baldacci cherche à obtenir des précisions sur la rentabilité du projet migratoire. Le patriarche semble vouloir faire reproduire par son gendre la stratégie qu'il a lui-même adoptée lorsqu'il a été missionné par le gouvernement albanais pour expertiser un achat de semences : réduire ses dépenses pour pouvoir empocher la différence par rapport à l'indemnité journalière à laquelle il prétend. Aussi s'enquiert-il auprès de son correspondant Pietro Danisca de l'existence d'indemnités d'installation et de déplacement dans le contrat des futurs géomètres chargés de l'application de la réforme agraire. Baldacci insiste sur le fait que son gendre est « un bon garçon sans prétentions »<sup>84</sup>. La réponse de Danisca n'est guère encourageante : le niveau de vie est si bas en Albanie que la vie y est extrêmement chère pour qui entend vivre à peu près comme en Italie, même en observant des pratiques de consommation frugales. Il semble ainsi obligatoire de s'associer à d'autres migrants italiens pour réduire les frais de logement et de nourriture. Néanmoins les 400 francs mensuels offerts par le gouvernement albanais compromettent la rentabilité du projet migratoire d'Arus, qui ne peut fermer son étude et déménager avec sa famille pour des gains si faibles<sup>85</sup>.
- 31 L'expertise céréalière de la fin de l'été 1931 demeure donc le seul succès d'Antonio Baldacci. C'est le ministre de l'Économie albanaise qui lui télégraphie en personne pour lui demander d'assurer la délicate livraison des semences commandées à l'entreprise Produttori sementi, précisant que toutes les dépenses occasionnées lui seront remboursées. La rétribution de cette mission, et de celles qui suivent en 1932, épouse très étroitement la chronologie des prêts italiens à l'Albanie. En 1931, Baldacci effectue à Bologne une première « mission céréalière » (*missione granaria*) alors que le gouvernement albanais est en fonds puisque l'Italie vient de lui consentir un deuxième prêt à verser chaque année<sup>86</sup>. Le consul honoraire semble avoir touché les remboursements promis, puisqu'il accepte avec enthousiasme une commande du même genre à l'automne 1932, c'est-à-dire au moment où l'Italie suspend ses versements. Pour Baldacci, il s'agit cette fois d'expédier en Albanie 2 300 quintaux de blé achetés par le gouvernement albanais à l'*Opera Nazionale Combattenti* (ONC), un organisme d'assistance aux anciens combattants voué par le fascisme à la colonisation intérieure<sup>87</sup>. L'achat doit avoir lieu à Alberese, dans la Maremme toscane, où un ancien latifundium des Habsbourg-Lorraine saisi pendant la guerre a été transformé en bonification modèle. Des paysans venus de Vénétie produisent désormais du blé sur ces terres auparavant abandonnées à un pâturage extensif. Ayant à peine achevé cette mission, Baldacci est envoyé suivre de nouvelles commandes à Fiano Romano et Isola Sacra, deux localités situées à proximité de Rome. Celle d'Isola Sacra est une autre bonification de l'ONC. Le blé y est de si mauvaise qualité qu'Antonio Baldacci se trouve impliqué dans d'interminables litiges et contestations. Ces délais supplémentaires entraînent de nombreux frais, et le consul général honoraire s'estime créancier du gouvernement albanais pour environ 20 000 liras. Ce n'est qu'au printemps 1936, soit plus de trois ans après la mission, que Baldacci obtient 13 145 liras<sup>88</sup>, une somme tout de même assez considérable pour 49 jours d'activité. Le gouvernement albanais semble avoir été tout disposé à payer à son consul général honoraire la somme qu'il demandait. Cependant, l'Italie a interrompu ses versements entre 1932 et 1935 en raison des tensions au sein de la commission paritaire italo-albanaise chargée de contrôler l'usage

du prêt<sup>89</sup>. En 1935, l'Italie reprend ses versements après s'être assurée de la complète soumission de la partie albanaise ; en l'espèce, Baldacci n'a pas de mots assez durs à l'égard de la légation italienne à Tirana, qui semble disposer sur les finances albanaises d'un droit de regard allant jusqu'à fixer le montant des indemnités journalières versées aux employés de l'État en mission<sup>90</sup>.

- 32 C'est donc avec peu de regrets et beaucoup d'amertume qu'Antonio Baldacci se défait de ses fonctions de consul général honoraire d'Albanie à Bologne en juin 1939. L'annexion de l'Albanie par l'Italie en 1939 couronne le projet politique que le savant nourrit depuis l'époque de la monarchie libérale. Elle met toutefois fin au service consulaire albanais et donc à ses propres fonctions de consul général honoraire à Bologne : les préfectures italiennes sont chargées de liquider les consulats albanais, et assurent désormais l'administration des sujets albanais qui se trouvent en Italie<sup>91</sup>. Certes, Baldacci n'a jamais eu le statut de fonctionnaire de l'État albanais – c'est-à-dire de bénéficiaire direct des prêts italiens – qu'il escomptait obtenir, mais il est parvenu à retirer quelques avantages de sa qualité de consul général. Il lui reste à monnayer la perte de cette qualité. Après de multiples sollicitations, Baldacci parvient à se faire nommer « consultant culturel » (*consulente culturale*) près la lieutenance (sorte de vice-royauté) en Albanie, et même à obtenir un subside du ministère des Affaires étrangères de la République italienne née de la défaite du fascisme<sup>92</sup>. En 1948, le régime démocratique tire un trait définitif sur l'Albanie : le traité de Paris (1947) lui rend son indépendance en même temps qu'il l'octroie à toutes les autres colonies italiennes.
- 33 Les archives Baldacci permettent d'affiner l'approche du consulat honoraire en termes de stratégies individuelles que nous avons caractérisée dans un premier temps à l'échelle des consulats d'Albanie en Italie. Le cas Baldacci demeure, il est vrai, très spécifique : assumer les fonctions de consul s'insère pour lui dans une stratégie globale d'intermédiation entre l'Italie et l'Albanie, au niveau scientifique, culturel, économique et diplomatique, stratégie qui passe par un écheveau de relations des deux côtés de l'Adriatique.
- 34 À l'Albanie et aux Albanais, il offre une expertise variée, susceptible de renforcer le caractère déjà polyédrique de la fonction consulaire. Il agit ainsi comme un attaché universitaire et un expert agronome. Ce sont cependant des fonctions qui n'ont guère de sens à être rattachées à une localité comme Bologne. Baldacci cherche à utiliser le titre de consul général honoraire pour aspirer à des missions qui relèveraient plutôt d'une ambassade (par exemple celles d'un attaché universitaire ou culturel) et dont l'Albanie n'a de toute façon pas les moyens. Baldacci parvient toutefois à en créer quelques fragments et à les capter : le titre de consul général constitue un moyen d'approcher le flux financier dirigé par l'Italie fasciste vers l'Albanie en vue de la subjuguer progressivement. Dans ce cas, l'avantage d'être consul réside dans le fait de se trouver au cœur d'un espace de négociation multipolaire du périmètre de l'État, et cela de façon transnationale, entre Albanie et Italie. En dernier lieu, l'analyse micro-historique du consulat général d'Albanie à Bologne renseigne quant à la construction de l'État albanais, qui ne peut être simplement envisagée en termes de retard par rapport à une norme occidentale. Dans le cas de la France, souvent considérée comme le parangon de l'État, « le rôle de relais, mais aussi d'expertise ou encore d'informateurs joué par plusieurs organisations ou groupements privés dans la conduite et la détermination de l'action de l'État au XIX<sup>e</sup> siècle a ainsi été mis en évidence »<sup>93</sup>. Le cas étudié ici montre qu'il en va de même, toutes proportions gardées,

pour l'Albanie de l'entre-deux-guerres : même si l'action d'Antonio Baldacci est largement parasitaire, l'État albanais y trouve son compte. Il parvient ainsi à faire financer par l'État italien la formation de quelques-uns de ses cadres, en contrepartie, il est vrai, d'une tutelle financière croissante, mais aussi en profitant des rapports de force et de négociations au sein même de l'État italien, au sujet desquels la correspondance d'Antonio Baldacci constitue une documentation exceptionnelle.

## NOTES

1. 104 Albanais résident par exemple dans la province de Bari en 1940 : Archivio di Stato di Bari (désormais ASBa), Ufficio Albania (désormais UA), busta (désormais b.) 27, fascicule (désormais fasc.) 3, *Elenco dei sudditi albanesi residenti nella provincia di Bari*.
2. Le journal officiel de Tirana (*Fletorja zyrtare*), 19 novembre 1922, cité dans Stefan Popescu, « L'Albanie dans la politique étrangère de la France 1919-1940 », *Valahian Journal of Historical Studies*, n° 1, 2004, p. 20-58, ici p. 58.
3. Le journal officiel albanais annonce ainsi la création de dix consulats généraux dont quatre en Italie (Berlin, Bruxelles, Christiania, Marseille, Milan, Monaco, Naples, Rome, Turin, Varsovie) et 46 consulats dont quatre en Italie (selon la toponymie de l'époque : Amsterdam, Baden Baden, Bâle, Berne, Bordeaux, Brême, Breslau, Brünn, Calais, Cannes, Carlsbad, Cassel, Chiasso, Cologne, Danzig, Deauville, Dresde, Düsseldorf, Francfort, Gênes, Göteborg, Königsberg, Lausanne, Le Havre, Liège, Lille, Lübeck, Lucerne, Lugano, Lyon, Malte, Marienbad, Nice, Olmütz, Palerme, Prague, Reims, Rotterdam, Smyrne, Stettin, Strasbourg, Tripoli, Tunis, Venise, Wiesbaden, Zürich) : Archivio storico-diplomatico del Ministero degli Affari Esteri (Rome), Personale IV (désormais ASDMAE, P.IV), Albania b. 22, fasc. 4 *Comune*, câble (*telespresso*) 1862/699 de la légation d'Italie en Albanie au ministère des Affaires étrangères (désormais MAE), Durrës, 27 octobre 1926.
4. « *Mano a mano che [il Governo albanese] potrà rinvenire persone atte a ricoprire tali incarichi.* » *Ibid.*, fasc. 11 *Roma*, câble 1846/693 de la légation d'Italie en Albanie au MAE, Durrës, 22 octobre 1926. Il semble que des postes aient été installés à Bari, Bologne, Brindisi, Gênes, Milan, Naples, Rome, Turin, Trieste et Venise, mais pas à Catane, Cosenza, Messine et Tarente comme le laisserait penser la liste des dossiers constitués par le bureau du Personnel du MAE : Mariolina Pansini, *Ufficio Albania di Bari. Inventario*, Bari, Archivio di Stato di Bari, 2015, p. 7, note 9.
5. ASDMAE, P.IV, Albania b. 22, fasc. 14 *Trieste*, note verbale 1137/7 de la légation d'Albanie en Italie au MAE, Rome, 22 janvier 1929.
6. ASBa, UA, b. 4, fasc. 15, *Convention consulaire entre l'État d'Albanie et le Royaume d'Italie*, Tirana, Shtypshkronja « Nikaj », 1926.
7. Ce décompte pourrait ne pas être exhaustif : il repose sur les trois volumes de l'*Annuario diplomatico del Regno d'Italia* (1926, 1931, 1937). Nous avons en outre consulté les dossiers de l'*Ufficio del personale* (bureau du personnel) du MAE italien versés dans la 4<sup>e</sup> série du fonds « Personale » de l'Archivio storico-diplomatico del Ministero degli Affari esteri. De 1920 à 1941, l'*Ufficio del personale* a pris les dénominations suivantes : Direzione generale degli affari generali – Ufficio del personale (1920-1924 puis 1927-1930) ; Direzione generale del personale, del cerimoniale e degli affari amministrativi – Ufficio del personale (1924-1927) ; Gabinetto del Ministro – Ufficio del personale (1930-1932) ; Direzione generale del personale – Ufficio I (1932-1936) ; Direzione generale del personale e dell'amministrazione interna – Ufficio I



(1936-1941). Guido Melis (dir.), *L'amministrazione centrale dall'Unità alla Repubblica : le strutture e i dirigenti, 1 : Il Ministero degli Affari esteri*, Bologne, Il Mulino, 1992, fiches 139, 176, 213, 267, 311-312, 365.

8. Ils sont sept au total : Ali Asllani reçoit son *exequatur* de consul général à Trieste en 1922, Mark Kodheli en 1925 ; à Bari, ce sont Lec Kurti (1922), Reshad Aslan (1924), Ferid Dervishi (1925), Mark Kodheli (1926), Tahir Shtylla (1934) et Malik Libohova (1937) qui se succèdent.

9. ASBa, Prefettura, Gabinetto, Secondo versamento (désormais PG.II), b. 141, fasc. 1, note 115 très réservée du commissaire Gambella au préfet de Bari, Bari, 27 septembre 1928.

10. « *Prendendo alloggio precariamente all'Hôtel Cavour.* » *Ibid.*, b. 141, fasc. 2, n. 2424 du commissaire [illisible] au préfet de Bari, Bari, 19 février 1922.

11. *Ibid.*, n. 296 du Commissariato governativo per gli alloggi in Bari au préfet de Bari, Bari, 20 juin 1922.

12. Carla Giovanni, « La città dei professionisti », dans Maria Malatesta (dir.), *Storia d'Italia. Annali 10, I professionisti*, Turin, Giulio Einaudi Editore, 1996, p. 379-409, ici p. 395-397.

13. « *OM 6 cilindri* » : ASBa, UA, b. 18, fasc. 140, lettre recommandée au porteur 77.KI.I/1 de Malik Libohova à la Società assicuratrice industriale, Bari, 20 janvier 1939.

14. ASBa, UA, b. 27, fasc. 1, « Elenco della mobilia ».

15. « *Complicate questioni di donne.* » ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 1 *Bari*, copie du télégramme (désormais t.) sans numéro (désormais s.n.) de l'*Ufficio Albania* du MAE aux légations d'Italie à Belgrade et Tirana et à l'*Ufficio personale*, Rome, 21 novembre 1930.

16. ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 1 *Bari*, t. urgent très réservé 500/4746 du chef de la police au MAE, Rome, 10 février 1937.

17. « *Era al seguito di Ahmet Zogu come procuratore di femmine.* » *Ibid.*, « Saracci Ciatin », note dactylographiée anonyme sans lieu ni date (désormais s.l.n.d.) Sur Qatin Paskal Saraçi, voir Robert Elsie, *Historical dictionary of Albania*, Lanham etc., The Scarecrow Press, 2010, p. 395.

18. « *Due signore di nazionalità austriaca.* » ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 1 *Bari*, t. 2429 du ministère de l'Intérieur au MAE, Rome, 2 septembre 1928.

19. ASBa, UA, b. 27, fasc. 1, procès-verbal dactylographié signé par le consul général d'Albanie et le représentant du préfet de Bari, Bari, 28 juin 1939.

20. *Ibid.*, « *Inventario dei registri, documenti, timbri, ecc., esistenti nel soppresso consolato generale di Albania a Bari* », s.l.n.d. [*Bari*, 28 juin 1939].

21. « *Il materiale in suo possesso quale console onorario d'Albania non ha che trascurabile importanza.* » ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 7 *Genova*, t. postal 1014/789 de l'ambassade d'Italie à Paris au MAE, Paris, 24 février 1934.

22. ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 13 *Torino*, lettre 19625 du vice-président du Conseil provincial de l'économie corporative de Turin au MAE, Turin, 28 décembre 1935.

23. Maxime Didat, « Le consul honoraire : parent pauvre du droit international ? », *Annuaire français de droit international*, vol. 56, 2010, p. 101-138, p. 105. Je remercie Jörg Ulbert de m'avoir communiqué cette référence.

24. « *Ho anche qualche nozione della lingua albanese.* » ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 7 *Genova*, copie de la lettre de candidature adressée à la Légation d'Albanie par Cesare Savoia, Gênes, 10 avril 1927.

25. ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 10 *Napoli*, lettre de l'agence Fotinato e C. au chargé d'affaires albanais en Italie, Naples, s.d.

26. ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 9 *Milano*, t. 9093 de la Légation d'Italie à Durrës au MAE, Durrës, 17 novembre 1927.

27. Giuseppe Serembe, *Vjershe*, édition de Cosmo Serembe, Milan, Grandi Edizioni, 1926.

28. Francesco Caccamo, *Odissea arbëreshe : Terenzio Tocci tra Italia e Albania*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2012.

29. ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 6 Firenze, lettre de Bruno Formaliari, directeur général de l'administration civile, à Fulvio Suvich, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Rome, 13 mars 1936.
30. « *Profondi sentimenti patriottici e fascisti.* » *Ibid.*, fasc. 10 Napoli, lettre d'Edgardo Borselli au préfet de Naples, Naples, 8 avril 1939.
31. Alice Le Goff et Christian Lazzeri (dir.), « Théories de l'estime sociale », dossier de *Terrains/Théories* [en ligne], n° 4, 2016, mis en ligne le 25 juillet 2016, consulté le 25 juin 2018. URL : <http://journals.openedition.org/teth/659>.
32. Bruno Cousin et Sébastien Chauvin, « La dimension symbolique du capital social : les grands cercles et Rotary clubs de Milan », *Sociétés contemporaines*, n° 77, 2010, p. 111-137.
33. « *In precedenza tali "thè" [sic] [consolari] erano molto frequentati, oltre che dalle famiglie più in vista anche dalle autorità in genere.* » ASBa, PG.II, b. 141, fasc. 1, note 3051.V.10 du chef de cabinet au préfet, Bari, 7 décembre 1935.
34. *Ibid.*, Statut du Corps Consulaire de Bari, Bari, Gius. Favia fu N., 1929.
35. Bruno Cousin et Sébastien Chauvin, « La dimension symbolique du capital social », art. cit.
36. <http://www.rotarypinerolo.it/layout/new-layouts/storia.html> ; Carlo Pulsoni et Emanuele Costantini, « Un corrispondente e diplomatico poco noto : Eugenio Morreale », *Ventesimo secolo. Rivista di studi sulle transizioni*, vol. 13, n° 33, février 2014, p. 61-114, ici p. 86.
37. « *È di origine e di nazionalità italiana. [...] Anche la moglie ed il figlio risultano [...] di razza ariana e di religione cattolica.* » ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 11 Roma.
38. *Ibid.*, fasc. 7 Genova.
39. ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 12 Torino.
40. ASDMAE, P.IV, *Albania* b. 22, fasc. 12 Torino, l. 19625 du vice-président du Conseil provincial de l'économie corporative de Turin au MAE, Turin, 28 décembre 1935, et lettre d'Emilio Sciolla Lagrange Pusterla à Franco Lequio, directeur général du personnel au MAE, Turin, 27 janvier 1936.
41. Alice Le Goff et Christian Lazzeri (dir.), « Théories de l'estime sociale », art. cit., § 7 à 10.
42. *Ibid.*, § 10.
43. Né en 1867, il a alors dépassé les soixante ans. Maria Grazia Bollini, *Una passione balcanica tra affari, botanica e politica coloniale. Il fondo Antonio Baldacci nella biblioteca dell'Archiginnasio (1884-1950)*, Bologne, Biblioteca de « l'Archiginnasio », série III, v. 4, 2005, p. 11.
44. Fabrice Jesné, *La face cachée de l'empire. L'Italie et les Balkans, 1861-1915*, à paraître dans la Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, Rome, EFR, chap. 7.
45. Sur cet homme d'État, ministre d'Albanie puis attaché militaire à Rome de 1925 à 1928, voir Robert Elsie, *Historical dictionary of Albania...*, op. cit., p. 272-273.
46. Alessandro Roselli, *Italia e Albania: relazioni finanziarie nel Ventennio fascista*, Bologne, Il Mulino, 1986, p. 73 ; Alberto Basciani, « I rapporti tra Italia e Albania tra le due guerre mondiali. Un profilo », *Nuova Rivista storica*, vol. 97, n° 2, 2013, p. 503-520, ici p. 510 sqq.
47. Sur Xhemil Dino, ambassadeur à Rome de 1926 à 1931, voir Robert Elsie, *Historical dictionary of Albania...*, op. cit., p. 114.
48. « *Sarebbe stato un titolo grazioso col quale non avrei aggravato lo Stato albanese di alcuna spesa che io avrei gradito volentieri come una dimostrazione di gratitudine da parte albanese. Materialmente non era nulla, ma io mi sarei tenuto pago lo stesso.* » Biblioteca comunale dell'Archiginnasio di Bologna, Fondo Antonio Baldacci (désormais BCABO, FAB), b. 58, fasc. 157, doc. 238A, copie d'une lettre de Baldacci à Pietro Danisca, Bologne, 13 mai 1930.
49. BCABO, FAB, b. 61, fasc. 164, doc. 87, lettre de Danisca à Baldacci, Tirana, 10 novembre 1931.
50. « *In quell'epoca si trovava agli Esteri il Sig. Rauf Fitzo, il quale aveva delle antiche obbligazioni verso di me, e quindi cercò tutti i modi per accontentarmi.* » *Ibid.* Sur Rauf Fico, *Biographical Dictionary of Albanian History*, Istanbul, I. B. Tauris, 2013, p. 139-140.
51. BCABO, FAB, b. 58, fasc. 157, doc. 295A, lettre de Baldacci à Danisca, Bologne, 26 juin 1930.

52. Alessandro Roselli, *Italia e Albania : relazioni finanziarie...*, op. cit., p. 24.
53. ASDMAE, P.IV, Albania b. 22, fasc. 2 Bologna.
54. Il s'agit de huit étudiants, une serveuse et une femme au foyer : BCABO, FAB, b. 85 fasc. 5, doc. 214A, « Elenco dei sudditi albanesi residenti in Bologna e provincia », s.l.n.d [Bologne, juin 1932].
55. *Ibid.*, b. 60, fasc. 162, doc. 116C, copie d'une lettre de Baldacci à Tahir Shtylla, premier secrétaire de la légation d'Albanie et chargé d'affaires *ad interim* à Rome, Bologne, 1<sup>er</sup> mai 1931.
56. *I Documenti diplomatici italiani* (désormais DDI), 7<sup>e</sup> série, volumes x à XIII, Rome, Istituto poligrafico e zecca dello Stato, 1978-1989, rubrique « Albanie » de l'appendice III.
57. BCABO, FAB, b. 61, fasc. 164, doc. 102B, copie d'une lettre de Baldacci à Tahir Shtylla, Bologne, 16 octobre 1931.
58. Maxime Didat, « Le consul honoraire... », art. cit., p. 111.
59. BCABO, FAB, b. 71, fasc. 187, doc. 16A, lettre 65/IX/L de Baldacci au préfet de Bologne, Bologne, 16 juin 1939.
60. Roberto Parisini, *La città e i consumi. Accesso al benessere e trasformazioni urbane a Bologna*, Milan, FrancoAngeli, 2012, p. 22. C'est cependant aux temps plus fastes de l'avant-guerre que Baldacci avait pu s'y faire construire une villa jouxtant la maison de son père : Maria Grazia Bollini, *Una passione balcanica...*, op. cit., p. 24. C'est dans le dossier du consulat général d'Albanie à Bari conservé par le ministère italien des Affaires étrangères qu'on apprend l'adresse exacte de Baldacci : via della Torretta 634 : ASDMAE, P. IV, Albania b. 22, fasc. 2 Bologna, note 561 de la préfecture de Bologne au bureau du personnel du MAE, Bologne, 30 janvier 1931, « esito informazioni ».
61. BCABO, FAB, b. 60, fasc. 162, doc. 116D, copie d'une lettre de Baldacci à Tahir Shtylla, Bologne, 1<sup>er</sup> mai 1931.
62. « Nel punto più centrale e aristocratico della città. » BCABO, FAB, b. 60, fasc. 162, doc. 116D, copie d'une lettre de Baldacci à Tahir Shtylla, Bologne, 1<sup>er</sup> mai 1931.
63. Carla Giovanni, « La città dei professionisti », art. cit., p. 401 et 406.
64. Istituto centrale di statistica del Regno d'Italia, *Supplemento ordinario alla Gazzetta ufficiale del Regno d'Italia*, n. 209 del 10 settembre 1931, p. 655. La location d'une pièce pendant un an coûte en moyenne environ 500 lires (tav. XXVI, *Affitti annui riferiti a vano in alcune città*).
65. « Il suo studio era qui benissimo avviato fino all'anno scorso, quando in seguito alla crisi, è anch'egli travolto dai tempi. » BCABO, FAB, b. 60, fasc. 163, doc. 196A, lettre de Baldacci à Remo Pietromarchi (directeur de l'Ufficio Albania du MAE), Bologne, 21 mai 1931.
66. Fabrice Jesné, *Les nationalités balkaniques...*, op. cit., p. 658-662.
67. BCABO, FAB, b. 58, fasc. 158, doc. 411+A, lettre de M. Hulusi, secrétaire du consul général d'Albanie, Bari, 26 août 1930, et copie de la réponse de Baldacci au précédent, Monzanno per Bologna, 8 septembre 1930.
68. « Bologna è, come nodo ferroviario di primo ordine, un centro di grande e continuo passaggio per gli albanesi, poichè Bologna si trova ad essere testa di linea della via Adriatica che converge su Bari e Brindisi. » *Ibid.*, b. 61, fasc. 164, doc. 102C, copie d'une lettre de Baldacci à Tahir Shtylla, Bologne, 4 novembre 1931.
69. « Il traffico normale è quello, che non è indifferente, dei numerosi studenti che frequentano la nostra università e le scuole medie. » *Ibid.*, loc. cit.
70. Ernesto Bosna, *Storia dell'Università di Bari*, Bari, Cacucci, 1994, p. 272 sq.
71. « Persona facoltosa e non aliena dal distribuire all'occorrenza qualche sussidio ai detti studenti quasi tutti assai bisognosi. » ASDMAE, P.IV, Albania b. 22, fasc. 4 Comune, câble 9085/788 de la légation d'Italie en Albanie au MAE, Durrës, 14 octobre 1928.
72. « Nessuno più della S. V. era indicato e meritevole di un tale ufficio, al quale conferisce fin dal suo sorgere singolare prestigio ed autorità la Sua provata conoscenza e le Sue innumerevoli benemerenze verso gli Stati balcanici in genere e verso l'Albania in particolare, alla cui storia ed alla cui illustrazione e

prosperità V. S. ha notoriamente dedicato tutto sè stesso onde l'odierno provvedimento ne è ad un tempo riconoscimento e premio. » BCABO, FAB, b. 60, fasc. 162, doc. 153, lettre du recteur de l'Université de Bologne à Baldacci, Bologne, 20 mai 1931.

73. *Ibid.*, b. 71, fasc. 198, doc. 101C, lettre de Baldacci au préfet de Bologne, [Bologne], 25 juin [1939].

74. *Ibid.*, b. 61, fasc. 164, doc. 177, note B.III.3962/I de la direction administrative et consulaire du ministère albanais des Affaires étrangères à Baldacci, Tirana, 22 décembre 1931.

75. BCABO, FAB, b. 61, fasc. 164, doc. 102B, copie d'une lettre de Baldacci à Tahir Shtylla, Bologne, 16 octobre 1931, et b. 17, fasc. 198, doc. 101C, lettre de Baldacci au préfet de Bologne, [Bologne], 25 juin [1939].

76. *Ibid.*, b. 60, fasc. 163, lettre 55/348 de Said Toptani, ministre de l'Économie nationale, à Baldacci, Tirana, [29 ?] août 1931.

77. Maria Grazia Bollini, *Una passione balcanica...*, op. cit., p. 14-18.

78. *Ibid.*, p. 20-23.

79. Fabrice Jesné, « Consuls et affairistes : une relecture de la "pénétration pacifique" italienne dans les Balkans à la veille de la Grande Guerre », dans Arnaud Bartolomei, Guillaume Calafat, Mathieu Grenet et Jörg Ulbert (dir.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Madrid-Rome, Casa de Velázquez - Publications de l'École française de Rome, 2017, p. 491-506.

80. Pour une analyse à partir de sources albanaises, Florinka Gjevori et Roland Gjini, « Agrarian Reform of the Monarchist Period in Albania », *Academic Journal of Interdisciplinary Studies*, n° 8, octobre 2013, p. 506-510.

81. BCABO, FAB, b. 61, fasc. 164, doc. 13, lettre 234465/678 de Remo Pietromarchi (directeur de l'*Ufficio Albania*) à Baldacci, Rome, [7] octobre 1931.

82. Alberto Maria Banti, *Storia della borghesia italiana. L'età liberale*, Rome, Donzelli, 1996, p. 102-103.

83. BCABO, FAB, b. 61, fasc. 164, doc. 13 A, copie de la lettre de Baldacci à Remo Pietromarchi, Bologne, 10 octobre 1931.

84. « *Il mio bravo genero Luigi Arus [...] un giovane senza pretese.* » *Ibid.*, doc. 87B, lettre de Baldacci à Pietro Danisca, Bologne, 7 novembre 1931.

85. BCABO, FAB, b. 62, fasc. 165, doc. 216B, copie d'une lettre de Baldacci à Remo Pietromarchi, directeur de l'*Ufficio Albania*, Bologne, 5 décembre 1931.

86. Alessandro Roselli, *Italia e Albania : relazioni finanziarie...*, op. cit., p. 97-98.

87. Elisabetta Novello, *La bonifica in Italia. Legislazione, credito e lotta alla malaria dall'Unità al fascismo*, Milan, FrancoAngeli, 2003, p. 275-277.

88. BCABO, FAB, b. 85, fasc. 6, doc. 426, l. 877 du préfet de Bologne à Baldacci, Bologne, 30 avril 1936.

89. Alessandro Roselli, *Italia e Albania : relazioni finanziarie...* op. cit., p. 98.

90. BCABO, FAB, b. 85, fasc. 6, doc. 425, l. 434/2 du ministre de l'Économie nationale albanaise à Baldacci, Tirana, 24 avril 1936.

91. DDI 8.12.148, t. 391 R/C de Galeazzo Ciano (ministre des Affaires étrangères) aux préfets de Bari, Bologne, Brindisi, Gênes, Milan, Naples, Turin, Tarente, Trieste, Rome, 8 juin 1939.

92. Maria Grazia Bollini, *Una passione balcanica...*, op. cit., p. 44.

93. Sarah Gensburger, « Contributions historiennes au renouveau de la sociologie de l'État. Regards croisés franco-américains », *Revue française de sociologie*, vol. 52, n° 3, 2011, p. 579-602. DOI : 10.3917/rfs.523.0579, paragraphe 11, consulté le 7 juillet 2018.

---

## RÉSUMÉS

Qu'est-ce qui peut pousser des citoyens italiens à choisir de devenir des consuls d'Albanie dans l'entre-deux-guerres ? L'Albanie est en effet une nation jeune mais pauvre, qui se trouve peu à peu satellisée par l'Italie fasciste. Elle développe un réseau consulaire qui vise surtout à administrer sa diaspora. En Italie, elle n'entretient qu'un consulat général, à Bari. Tous les autres postes sont honoraires. Pour les quelques fonctionnaires albanais, un poste en Italie offre un confort évident. Pour les citoyens italiens qui se font consuls honoraires, il s'agit surtout d'obtenir des gratifications symboliques, même si quelques-uns escomptent des retombées matérielles : Antonio Baldacci, un savant spécialiste de l'Albanie, est de ceux-là.

What drove some Italian citizens to become consuls of Albania in the inter-war period? A young but poor nation, Albania was gradually turned into a satellite state by Fascist Italy. It developed a consular network whose main purpose was to administer its diaspora. In Italy, the only government-paid office was the general-consulate in Bari. All other consulates were honorary. Italian citizens who chose to become honorary consuls mainly expected to obtain symbolic rewards. However, some were also eager to gain material benefits: among them was Antonio Baldacci, a scholar and specialist of Albania.

## INDEX

**Mots-clés** : consuls, Albanie, Italie fasciste, Antonio Baldacci

**Keywords** : consuls, Albania, Fascist Italy, Antonio Baldacci

## AUTEUR

### FABRICE JESNÉ

Fabrice Jesné est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Nantes, détaché à l'École française de Rome en tant que directeur des études pour les époques moderne et contemporaine. Spécialiste de la politique balkanique de l'Italie libérale, il se consacre à l'étude du service consulaire italien aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ainsi qu'au rôle des consuls dans la mondialisation contemporaine et plus généralement dans les relations internationales.